



PROCES-VERBAL

Commission du Statut de l'Arbitrage

Jeudi 29 septembre 2022 à 14 h 00

Présidence : M. Rachid CHANDOURI (en visio)
Présents : Mrs François NALOT, Gilbert GÉRARD
Consultation par courriel : Cédric BOUGE

Assistent : M. Jean-Pierre LEFEBVRE (Directeur Administratif de l'instance) et M. Rodolphe VIGREUX (en charge du travail préparatoire des données extraites de Foot2000 et retraitées sous la forme d'une base de données sous Excel aboutissant aux tableaux de synthèse – nominatifs ou par Club -, supports des travaux des Membres de la Commission du Statut de l'Arbitrage)

1. Approbation du Procès-verbal

Après lecture préalable du Procès-verbal de la réunion du 27 juin 2022, les membres présents ont adopté ledit Procès-Verbal.

La commission informe et rappelle à l'ensemble des clubs son adresse officielle :
statut-arbitrage@district-aube.fff.fr

A titre liminaire, les Membres de la commission rappellent aux Clubs les textes règlementaires suivants notamment suite aux nombreuses évolutions votées en juin dernier tant par l'Assemblée Fédérale de Nice que par l'Assemblée Générale de la Ligue du Grand Est de Football d'été et présentées par le Secrétaire Général lors de l'Assemblée Générale du District Aube de Football du 1^{er} juillet 2022 :

Changement de Club

Statut de l'arbitrage de la LGEF - saison 2022-2023

Article 30 - Demande de changement de club

1. L'arbitre désirant changer de club doit effectuer une demande de licence, dans les conditions de l'article 26 du présent Statut.

2. Ce changement de club n'est possible que si le siège du nouveau club est situé à moins de 50 km de son propre domicile. Il ne pourra en outre couvrir ce nouveau club que si ce changement de club est motivé par un des motifs figurant à l'article 33.c) du présent Statut. **Dans le cas contraire, il convient d'appliquer les dispositions des articles 35.4 et 35.5.**

3. Il doit en outre obligatoirement préciser dans sa demande les raisons ayant motivé sa décision. Le club quitté a **dix jours calendaires à compter du lendemain de la demande de changement de club**, pour expliciter son refus éventuel par Footclubs.

Article 31 - Demande de changement de statut

1. L'arbitre désirant changer de statut doit effectuer une demande de licence, dans les conditions de l'article 26 du présent Statut. Un arbitre licencié pour la saison considérée ne peut changer de statut en cours de saison.

2. Un arbitre licencié indépendant ne peut demander à être licencié à un club que dans les conditions de l'article 30.2. Il ne pourra couvrir ce nouveau club que si ce changement de statut est motivé par un des motifs figurant à l'article 33.c) du présent Statut.

Dans le cas contraire, l'arbitre couvrira son nouveau club après un délai de quatre saisons à compter de l'obtention du statut d'indépendant.

3. Dans le cas d'un arbitre licencié à un club demandant à devenir indépendant, il doit en outre obligatoirement préciser dans sa demande les raisons ayant motivé sa décision.

Le club quitté a **dix jours calendaires à compter du lendemain de la demande de changement de statut**, pour expliciter son refus éventuel par Footclubs.

Article 32 - Cas particuliers

1. En cas de fusion entre deux ou plusieurs clubs, l'arbitre qui ne désire pas renouveler sa licence pour le club issu de la fusion doit introduire une demande de licence d'indépendant ou en faveur d'un nouveau club au plus tard le 21^{ème} jour qui suit la date de l'Assemblée Générale constitutive du club nouveau ou du club absorbant, ou au plus tard le 15 juin si cette Assemblée Générale constitutive est antérieure au 25 mai. En cas de demande de changement de club, il est licencié à son nouveau club au 1^{er} jour de la saison qui suit la date de la fusion, dans les conditions fixées à l'article 30.

2. En cas de forfait général d'un club ou de mise en non-activité totale, l'arbitre peut introduire une demande de licence d'indépendant ou en faveur d'un nouveau club dès le 1^{er} jour de la saison qui suit la date du forfait ou de la mise en non-activité de son ancien club, dans les conditions fixées aux articles 30 et 31.

Conditions de Couverture

Le nombre d'arbitres que les clubs sont tenus de mettre à la disposition de leur District, de leur Ligue régionale ou de la Fédération, est fixé à l'article 41 du présent statut.

Article 33 - Conditions de Couverture

Sont considérés comme couvrant leur club au sens dudit article :

a) les arbitres licenciés **au** club, rattachés à celui-ci et renouvelant à ce club jusqu'au 31 août,

b) les nouveaux arbitres amenés à l'arbitrage par ce club, **dans le respect de la procédure de l'article 24,**

c) Les arbitres **nouvellement** licenciés dans **ce** club dans les conditions des articles 30 et 31, **provenant d'un autre club ou indépendants** après décision de la Commission compétente du Statut de l'Arbitrage, si leur demande est motivée par l'une des raisons suivantes :

- changement de résidence de plus de 50 km et siège du nouveau club situé à 50 km au moins de celui de l'ancien club et à 50 km au maximum de la nouvelle résidence de l'arbitre ;
- départ du club quitté motivé par le comportement violent de membres du club, une atteinte à l'intégrité du corps arbitral ou à la morale sportive, dont la Commission compétente apprécie la gravité ;
- modification de situation professionnelle ou personnelle, laissée à l'appréciation de la Commission compétente ; Tout arbitre, licencié dans un club dans les conditions des articles 30 et 31, n'ayant pu obtenir son rattachement à un nouveau club peut revenir, s'il le souhaite, à la situation d'origine.

d) les arbitres qui ont muté vers ce club et y ont été licenciés en tant qu'arbitre pendant au moins quatre saisons ou qui sont indépendants depuis au moins quatre saisons.

e) les arbitres ayant quitté ce club mais qui continuent de figurer dans son effectif en application des dispositions de l'article 35.

f) les arbitres changeant de club ou de statut dans les cas particuliers prévus à l'article 32,

g) les « Jeunes arbitres » et « Très jeunes arbitres » au sens de l'article 15 du présent statut, uniquement pour les clubs dont l'équipe représentative évolue dans une division inférieure à la division supérieure de Ligue,

h) les arbitres-joueurs, en fonction de la réalisation de leur quota de matchs,

i) **les arbitres de club, dans les conditions fixées à l'article 41 ci-après,**

Sauf dispositions contraires votées en Assemblée Générale de District, un arbitre officiel peut aussi couvrir un club n'appartenant pas au District ou à la Ligue du ressort de son domicile dès lors que les dispositions des articles 30.2 et 31.2 sont respectées et qu'il est licencié dans la Ligue à laquelle son club appartient.

Article 35 - Couverture et démission

1. Si un arbitre **démissionne** du club postérieurement au 31 août, le club quitté compte l'arbitre dans son effectif jusqu'à la fin de la saison en cours, sauf s'il cesse d'arbitrer.

2. Dans le but de privilégier les clubs ayant présenté un nouvel arbitre ayant effectué le nombre de matchs requis, lorsque cet arbitre en démissionne, le club en cause continue pendant deux saisons à le compter dans son effectif, sauf s'il cesse d'arbitrer.

3. Dans le but de privilégier les clubs réussissant à fidéliser les arbitres, lorsqu'un arbitre ayant été licencié dans un club pendant un minimum de 5 saisons consécutives démissionne de celui-ci, ce club continue pendant une saison à le compter dans son effectif, sauf s'il cesse d'arbitrer.

4. L'arbitre démissionnaire ne pourra couvrir un éventuel nouveau club qu'après un délai de quatre saisons après sa démission.

5. Le prochain club de l'arbitre démissionnaire devra s'acquitter d'un droit de mutation, dont le montant est fixé à 500 euros par la LGEF. Ce droit de mutation sera redistribué de la manière suivante : - 300 euros au club formateur de l'arbitre démissionnaire, - 200 euros au District auquel le club formateur appartient pour un arbitre de District ou à la Ligue pour un arbitre de Ligue. Cette somme versée aux centres de gestion devra être allouée à des actions en faveur de l'arbitrage.

6. **Les dispositions 2 et 3** ne sont toutefois pas applicables lorsque **la démission** de l'arbitre est motivée par le comportement violent de membres du club ou une atteinte à l'intégrité du corps arbitral ou à la morale sportive **et que la Commission compétente du Statut de l'Arbitrage a considéré que ce motif pouvait être retenu.**

7. **Les dispositions 4 et 5** ne sont toutefois pas applicables lorsque **la démission** de l'arbitre est motivée par un **des motifs figurant à l'article 33.c) du présent Statut et que la Commission compétente du Statut de l'Arbitrage a considéré que ce motif pouvait être retenu.**

8. **Les dispositions 2 et 3 s'appliquent de manière cumulative.**

Article 35 bis - Arrêt définitif

Lorsqu'un arbitre décide d'arrêter définitivement l'arbitrage, il continuera de couvrir, pendant une saison, le dernier club dans lequel il était licencié, sous réserve d'avoir été licencié au sein de ce club lors des 10 dernières saisons avant son arrêt définitif.

Statut de l'arbitrage de la LGEF - saison 2022-2023

Article 26 - Demande de licence

1. Les arbitres sollicitant une licence doivent remplir chaque saison un formulaire de demande de licence puis :

- saisir et transmettre cette demande à leur Ligue Régionale via le logiciel Footclubs, par l'intermédiaire de leur club, pour les arbitres licenciés à un club,
- transmettre ce formulaire individuellement à leur Ligue régionale pour les arbitres indépendants.

2. La procédure administrative de demande de licence figure dans le Guide de procédure pour la délivrance des licences constituant l'Annexe 1 aux Règlements Généraux de la F.F.F.

3. Les arbitres peuvent effectuer cette demande :

- du 1er juin au 31 août pour les arbitres renouvelant leur licence ou changeant de statut (passage d'arbitre indépendant à arbitre licencié à un club, et inversement),
- du 1er juin au **28 février** pour les nouveaux arbitres ainsi que les arbitres changeant de club dans les conditions de l'article 30 du présent Statut.

Statut de l'arbitrage de la LGEF - saison 2022-2032

Article 41 - Nombre d'arbitres

Le recrutement des arbitres est obligatoire pour les clubs participant aux compétitions officielles. Le nombre d'arbitres officiels que les clubs doivent mettre à la disposition de leur District ou de leur Ligue, au sens donné à l'article 33, est variable suivant la compétition à laquelle participe leur équipe première et ne peut être inférieur à :

- Championnat de Ligue 1 : 10 arbitres dont 1 arbitre féminine, dont 1 formé et reçu avant le 31 janvier de la saison en cours et 6 arbitres majeurs,
- Championnat de Ligue 2 : 8 arbitres dont 1 arbitre féminine, dont 1 formé et reçu avant le 31 janvier de la saison en cours et 5 arbitres majeurs,
- Championnat National 1 : 6 arbitres dont 3 arbitres majeurs,
- Championnats National 2 et National 3 : 5 arbitres dont 2 arbitres majeurs,
- Championnat Régional 1 : 4 arbitres dont 2 arbitres majeurs,
- Championnat Régional 2 : 4 arbitres dont 1 arbitre majeur,
- Championnat Régional 3 : 3 arbitres dont 1 arbitre majeur,
- Championnat de District 1 : 2 arbitres dont 1 arbitre majeur,
- Championnat de France Féminin de Division 1 : 2 arbitres dont 1 arbitre féminine,
- Championnat de France Féminin de Division 2 : 1 arbitre,
- **Championnat Régional 1 Féminin : 1 arbitre,**
- Championnat de France Futsal de Division 1 : 2 arbitres, dont 1 arbitre Futsal,
- Championnat de France Futsal de Division 2 : 1 arbitre,
- **Championnat Régional 1 Futsal : 1 arbitre,**
- Autres divisions de district, autres championnats de Futsal, championnats de football d'entreprise, clubs qui n'engagent que des équipes de jeunes, et autres championnats féminins : liberté est laissée aux assemblées générales des Districts, de fixer les obligations pour les niveaux de compétition les concernant.

Article 46 - Sanctions financières

Les sanctions financières sont les suivantes :

a) Première saison d'infraction - par arbitre manquant :

- Ligue 1 et Ligue 2 : 600 €
- Championnat National 1 : 400 €
- Championnat National 2 et Championnat National 3 : 300 €
- Championnat de France Féminin de Division 1 : 180 €
- Championnat de France Féminin de Division 2 : 140 €
- Championnat de France Futsal de Division 1 : 180 €
- Championnat de France Futsal de Division 2 : 140 €
- Championnat Régional 1 : 180 €
- Championnat Régional 2 : 140 €
- Championnat Régional 3 et Championnat de District 1 : 120 €
- Championnat Régional 1 Féminin : 120 €
- Championnat Régional 1 Futsal : 120 €
- Championnats de Football d'Entreprise, autres Divisions de District, clubs qui n'engagent que des équipes de jeunes, autres championnats féminins ou de Futsal : liberté est laissée aux Comités de Direction des Districts de fixer le montant pour les niveaux de compétition les concernant.

b) Deuxième saison d'infraction : amendes doublées.

- c) Troisième saison d'infraction : amendes triplées.
- d) Quatrième saison d'infraction et suivantes : amendes quadruplées.
- e) L'amende est infligée au club en infraction immédiatement après l'examen au **28 février**. Au 15 juin les sanctions financières sont réajustées définitivement en fonction du nombre d'arbitres ayant réalisé leur quota de matchs, selon le barème ci-dessus. Le montant supplémentaire des sanctions financières est versé immédiatement. **Dans le cas où l'obligation fixée par l'article 40 ne serait pas respectée, une amende de 5.000 € sera infligée au club par la Commission Régionale du Statut de l'Arbitrage.**

Article 47 - Sanctions sportives

1. En plus des sanctions financières, les sanctions sportives suivantes sont appliquées à l'exception des équipes participant aux Championnats de Ligue 1, Ligue 2 et National 1 :

a) Pour tout club figurant sur la liste arrêtée au 15 juin, en première année d'infraction, la saison suivante, le nombre de joueurs titulaires d'une licence frappée du cachet "Mutation" autorisés à pratiquer dans l'équipe hiérarchiquement la plus élevée est diminué d'une unité pour le Futsal et de deux unités pour le Football à 11. Cette mesure est valable pour toute la saison.

b) Pour tout club figurant sur la liste arrêtée au 15 juin en deuxième année d'infraction, la saison suivante, le nombre de joueurs titulaires d'une licence frappée du cachet "Mutation" autorisés à pratiquer dans l'équipe hiérarchiquement la plus élevée est diminué de deux unités pour le Futsal et de quatre unités pour le Football à 11. Cette mesure est valable pour toute la saison.

c) Pour tout club figurant sur la liste arrêtée au 15 juin, en troisième année d'infraction, le nombre de joueurs titulaires d'une licence frappée du cachet "Mutation" autorisés à pratiquer dans l'équipe hiérarchiquement la plus élevée est diminué, pour la saison suivante, du nombre total d'unités équivalant au nombre de mutations de base auquel le club avait droit. Cette mesure ne concerne pas les joueurs titulaires d'une licence frappée du cachet "Mutation" en application des dispositions de l'article 164 des Règlements Généraux. Elle est valable pour toute la saison et reprend effet pour chacune des saisons suivantes en cas de nouvelle infraction.

2. En outre, tout club figurant sur la liste arrêtée au 15 juin, en troisième année d'infraction et au-delà, en plus de l'application du § 1 c) ci-dessus, ne peut immédiatement accéder à la division supérieure s'il y a gagné sa place.

3. La sanction de réduction du nombre de joueurs mutés ne s'applique qu'à l'équipe Senior hiérarchiquement la plus élevée. Dans le cas d'un club comportant une section Féminine, une section de Football Diversifié ou exclusivement des équipes de Jeunes, il s'agit de l'équipe déterminant les obligations du club au regard de l'article 41 du présent Statut.

La sanction de non-accession ne s'applique qu'à une équipe Senior du club, étant précisé que si plusieurs équipes d'un même club sont concernées, celle évoluant dans la division la plus élevée est sanctionnée. Dans le cas d'un club comportant une section Féminine, une section de Football Diversifié ou exclusivement des équipes de Jeunes, l'équipe sanctionnée est déterminée dans les conditions de l'alinéa précédent.

Aucune des deux sanctions ne peut s'appliquer, le cas échéant, à l'équipe participant aux championnats de Ligue 1, Ligue 2 et National 1. Dans ce cas, la sanction est appliquée à la seconde équipe du club dans la hiérarchie sportive.

4. Les pénalités sportives ne s'appliquent pas au club disputant le championnat de dernière série de District ou de Ligue pour celles qui n'ont pas de Districts, dans les compétitions Libres ou de Football d'Entreprise, sauf disposition contraire adoptée par l'Assemblée Générale de Ligue sur proposition des Districts.

5. Lorsqu'un club a régularisé sa situation, les sanctions financières et sportives reprennent effet en cas de nouvelle infraction et sont appliquées :

- a) au niveau de la dernière pénalité, s'il a été en règle pendant une saison,
- b) au niveau de la première année d'infraction s'il a été en règle pendant deux saisons consécutives.

6. En cas de fusion de clubs, les sanctions financières et sportives doivent être appliquées en tenant compte de la situation de celui des clubs fusionnés dont l'équipe première est hiérarchiquement la plus élevée.

Si les équipes premières des clubs fusionnés évoluent au même niveau hiérarchique, le club issu de la fusion doit être considéré :

- . comme étant en règle vis-à-vis du Statut de l'Arbitrage si l'un des clubs fusionnés était en règle,
- . comme étant en infraction si les clubs fusionnés étaient eux-mêmes en infraction, étant précisé que le niveau de pénalisation (1ère, 2ème ou 3ème année d'infraction et au-delà) est alors celui applicable à celui des clubs fusionnés qui est le moins pénalisé.

Rappel : En complément d'un nombre d'arbitres rattachés à un club, ceux-ci doivent diriger un nombre minimum de rencontres pour couvrir leur club. L'examen de cette situation se fera au 15 juin.

Statut de l'arbitrage de la LGEF - saison 2022-2023

Article 34 - Nombre de rencontres à diriger

1. Les arbitres ont l'obligation de diriger un nombre minimum de rencontres par saison. Ce nombre et ses modalités de comptabilisation sont fixés pour tous les Districts d'une Ligue régionale par le Comité Directeur de celle-ci sur proposition de la Commission Régionale de l'Arbitrage. Il peut être réduit prorata temporis pour les arbitres stagiaires. En conséquence, ce nombre est fixé à :

- 18 pour un arbitre senior,
- 10 pour un arbitre jeune,
- 10 pour un arbitre / joueur,
- 5 pour un arbitre stagiaire,
- 5 pour un arbitre Futsal.

2. Si, au 15 juin, un arbitre n'a pas satisfait à ses obligations, il ne couvre pas son club pour la saison en cours. Toutefois, un arbitre ayant effectué jusqu'à 4 matchs de moins que le minimum exigé pourra tout de même couvrir son club à condition qu'un autre arbitre du même club, respectant le minimum exigé pour couvrir son club, soit en mesure de compenser le nombre de matchs manquant en ayant officié davantage que le minimum exigé. Plusieurs arbitres ne peuvent pas compenser le minimum exigé pour un seul et même arbitre sur une saison. Un seul et même arbitre ne peut pas compenser les minima exigés pour plusieurs arbitres sur une saison. Il faut entendre par "son club", non seulement le club auquel il était rattaché lors de la saison au cours de laquelle il n'a pas dirigé le nombre de rencontres requis, mais également tout autre club auquel il pourrait se licencier, y compris pour une des raisons prévues par l'article 33.c du présent statut, ou à la suite d'une fusion entre deux ou plusieurs clubs. S'il n'a pas satisfait à l'obligation du nombre de matchs la saison suivante, il est considéré comme ne faisant plus partie du corps arbitral, **sauf raison, notamment médicale, retenue par la Commission compétente du Statut de l'Arbitrage sur demande de l'arbitre.**

Il a, aussi été précisé qu'un arbitre de Ligue de plus de 23 ans ne peut avoir la double licence (arbitre et joueur)

RP du District Aube de Football

Article 46 – Statut de l'arbitrage

Obligation du nombre de match :

- Arbitre Officiels : Se reporter au statut Régional de l'Arbitrage.
- Arbitre de Club : 8 matchs (décision du Comité directeur du District. Sont retenus les matchs arbitrés au centre et les matchs en tant qu'arbitre assistant (4 matchs maximum) en présence d'un arbitre central officiel).
- Arbitre de Club reçu à l'examen de décembre : 4 matchs - sont retenus les matchs arbitrés au centre et les matchs en tant qu'arbitre assistant à hauteur de 2 matchs maximum en présence d'un arbitre central officiel.

L'inobservation des obligations prévues entraîne l'application des sanctions prévues au statut de l'arbitrage en vigueur.

Article 48 – Obligation des clubs

Nombre d'arbitres du club

Fixé par le comité directeur :

D2 : 2 arbitres (si auxiliaire 1 maximum)

D3 : 1 arbitre

Article 49 – Amendes financières pour infraction au statut de l'arbitrage

D2 : 60 euros

D3 : 25 euros

TABLEAU RECAPITULATIF :

CHAMPIONNAT	TOTAL	REPARTITION			
		Majeur	Jeune Arbitre	Très Jeune Arbitre	Arbitre-Auxiliaire
D1		VOIR STATUT ARBITRAGE LGEF			
D2	2	1 minimum		1 maximum	1 maximum
D3	1	1 minimum			

Statut de l'arbitrage de la LGEF - saison 2022-2023

Article 15 - Les Jeunes Arbitres et Très Jeunes Arbitres

1. Est « Jeune arbitre », tout arbitre âgé de 15 à **22 ans** au 1^{er} janvier de la saison, ayant satisfait aux examens et contrôles réglementaires. L'arbitre mineur doit fournir une autorisation parentale.
2. Est « Très Jeune arbitre », tout arbitre âgé de 13 et 14 ans au 1^{er} janvier de la saison, ayant satisfait aux examens et contrôles réglementaires. Celui-ci doit fournir une autorisation parentale.
3. Ils sont classés dans les catégories citées à l'article 13. Les « Très jeunes arbitres » arbitrent exclusivement des rencontres de compétitions de Jeunes. Les « Jeunes arbitres » arbitrent en principe des rencontres de compétitions de Jeunes. Sur avis des Commissions de l'Arbitrage, ces « Jeunes arbitres » **peuvent** être désignés pour arbitrer des rencontres de seniors en qualité d'arbitre

central sous réserve qu'ils aient atteint l'âge de 18 ans et d'assistant sous réserve qu'ils aient atteint l'âge de 15 ans.

4. Le titre de "jeune Arbitre de la Fédération" équivaut au titre d'arbitre de Régional 2.

Calendrier des événements

Date	Événement
31 août	Date limite de renouvellement et de changement de statut
30 septembre	Date limite d'information des clubs en infraction
28 février	Date limite de demande licence des nouveaux arbitres Date limite de l'examen de régularisation Date d'étude de la 1ère situation d'infraction
31 mars	Date limite de publication des clubs en infraction au 28 février
15 juin	Date d'étude de la 2ème situation d'infraction incorporant la vérification de la réalisation du nombre de matchs par rapport au quota correspondant à chaque arbitre
30 juin	Date limite de publication définitive des clubs en infraction

Mutations d'arbitre constatées par la Commission du Statut de l'Arbitrage

- M. AZEGAGH Mustapha (N° 2007122313) comptera pour le Club de l'ETOILE CHAPELAINE en 2023-2024 (réf : fiche CRSA)
- M. BOUSEHABA Mohammed (N° 2545888018) a démissionné du Club de SAINTE SAVINE en juillet 2022 (licencié 4 saisons) pour rejoindre le Club des PORTUGAIS DES CHATREUX (531872). Il couvrira dès lors ce club dans 4 ans à savoir saison 2026-2027
- M. DIFALLAH Yacine (N° 2067112611) a démissionné de l'AS DROUPT ST BASLE (539040) pour rejoindre le Club de VALLANT/LES GRES (544878) – A cet effet, il est amené dès lors à ne plus couvrir le Club quitté et ce dès la saison 2022/2023
- M. FRAUMENS Jean (N° 3249617009) formé par l'ESNA (519698) a démissionné en juillet pour l'AS DROUT ST BASLE. Il couvrira dès lors ce club dans 4 ans à savoir saison 2026-2027
- M. BEAUJOIN Jordan (N° 2544128882) formé par le club de l'US DIENVILLE (502601) (licencié 4 ans) a démissionné pour aller à FC BAR SUR AUBE (580633) – Il continuera toutefois à couvrir le Club de l'US DIENVILLE pour les saisons 2022/2023 et 2023/2024.

Comme lors des précédentes réunions, et ce dans le cadre de la revue analytique des différents tableaux fournis à la Commission par Monsieur Jean-Pierre LEFEBVRE appuyé techniquement sous Excel grâce à l'investissement associatif de M Rodolphe VIGREUX, ce dernier a été amené à apporter différentes réponses aux interrogations formulées par les membres de la commission à l'aide de la base de données FOOT2000, notamment pour les demandes de licences « hors-délai » c'est-à-dire postérieurement au 31 août 2022.

Les clubs qui figurent sur la liste ci-dessous se trouveront par conséquent en infraction avec le statut de l'arbitrage s'ils ne se mettent pas en règle avant le 28 février 2023 (**qui conditionne la saison 2023/2024**).

Nota Bene...

ARBITRES OFFICIELS

L'analyse de la situation des Clubs au regard du Statut de l'Arbitrage au 31/08/2022 prend en compte, bien évidemment, les licences d'arbitres validées à cette date mais aussi un nombre significatif de demandes de licence datées antérieurement au 31/08/2022 mais dont les dossiers médicaux sont toujours incomplets à ce jour.

Le principal élément rédhitoire au dossier médical 2022/2023 demeure avant tout aujourd'hui l'absence de l'échographie cardiaque qui a été confondue avec l'électrocardiogramme par certains arbitres alors que l'obligation d'examen a été malheureusement mal ou pas perçue malgré les circulaires de feu le Docteur Jean-Claude PECZINKA en date du 01/03/2019 et du Docteur Karim AMRANE en date du 17/07/2020.

De telle sorte que la situation des clubs au regard du Statut de l'Arbitrage a été étudiée par les Membres de la Commission réunis en séance, en fonction des licences validées ou en cours de validation au 31 août 2022.

Ainsi toute demande de licence considérée à ce jour comme validée ne pourra être opposée à la Commission si au final, son changement d'état définitif est amené à modifier la situation du Club postérieurement au 31 août 2022.

Il est rappelé aux Clubs que le dossier médical réputé complet de chaque arbitre doit être en possession du service administratif du District Aube de Football au 31 octobre 2022 minuit, délai de rigueur. A défaut, la demande de licence initiée pendant la période estivale sera purement et simplement supprimée automatiquement dans les fichiers de la Fédération Française de Football avec toutes les conséquences attachées au regard du Statut de l'Arbitrage.

Les Membres de la Commission tiennent à rappeler aux Clubs que suite à l'Assemblée Générale de la Fédération Française de Football de NICE du 18 juin 2022 et de la LGEF du 21 mai 2022, des évolutions règlementaires significatives ont été prises. Elles ont été par ailleurs rappelées par Monsieur le Secrétaire Général lors de l'Assemblée Générale du District Aube de Football du 1^{er} juillet 2022. Si besoin était, bien qu'intégrées dans le rappel des textes ci-dessus, elles sont une nouvelle fois exposées pour chaque point significatif, à savoir :

- Le dossier de demande de licence n'est annulé automatiquement qu'à l'expiration d'un délai de 60 jours à compter du 31 août de la saison en cours.

- Sont considérés comme couvrant leur club au sens dudit article : les arbitres qui ont muté vers ce club et y ont été licenciés en tant qu'arbitre pendant au moins quatre saisons ou qui sont indépendants depuis au moins quatre saisons.

- Dans le but de privilégier les clubs réussissant à fidéliser les arbitres, lorsqu'un arbitre ayant été licencié dans un club pendant un minimum de 5 saisons consécutives démissionne de celui-ci, ce club continue pendant une saison à le compter dans son effectif, sauf s'il cesse d'arbitrer.

- L'arbitre démissionnaire ne pourra couvrir un éventuel nouveau club qu'après un délai de quatre saisons après sa démission.

- Le prochain club de l'arbitre démissionnaire devra s'acquitter d'un droit de mutation, dont le montant est fixé à 500 euros par la LGEF. Ce droit de mutation sera redistribué de la manière suivante :

- 300 euros au Club formateur de l'arbitre démissionnaire,
- 200 euros au District auquel le club formateur appartient pour un arbitre de District ou à la Ligue pour un arbitre de Ligue. Cette somme versée aux centres de gestion devra être allouée à des actions en faveur de l'arbitrage.

- Lorsqu'un arbitre décide d'arrêter définitivement l'arbitrage, il continuera de couvrir, pendant une saison, le dernier club dans lequel il était licencié, sous réserve d'avoir été licencié au sein de ce club lors des 10 dernières saisons avant son arrêt définitif.

- Un arbitre amené à l'arbitrage par un club lors de la saison N, couvrira ce club à hauteur de 2 arbitres lors de la saison N+2, dès lors qu'il arbitrera le nombre de matchs requis. L'exception prévue à l'article 34.2 ne peut être appliquée pour permettre l'application de la présente disposition.

ARBITRES DE CLUB (EX AUXILIAIRE)

Les arbitres de Club qui ont réussi le contrôle des connaissances lors du rassemblement des arbitres du 3 septembre 2022 sont pris en compte au regard de la situation des clubs ainsi que les arbitres ayant notifié leur absence à ce rassemblement.

La situation des clubs pourra toutefois évoluer et ce en fonction du résultat de la session de rattrapage qui aura lieu prochainement (au sens présence effective au contrôle des connaissances sur les Lois du jeu)

Tout arbitre de Club qui sera une nouvelle fois absent ou ajourné en raison de l'échec à l'examen théorique lors de la session de rattrapage ne comptera dès lors plus au regard de la situation du Statut de l'Arbitrage de son Club.

Après vérification à la date du 31 août 2022, les clubs qui figurent sur cette liste peuvent régulariser leur situation en présentant des candidats au différentes FIA.

Un nouvel examen de la situation des clubs sera effectué au 28 février 2023 courant mars 2023.

Les Arbitres de Club ayant renouvelé leur licence couvriront leur club sous réserve d'avoir réussi l'examen de contrôle de début de saison.

Championnat Départemental 1 : Nb arbitres imposés = **2 dont 1 majeur (Aucun Auxiliaire)**

CLUB	Nb Arbitres manquants	Nb années d'infraction	Accès interdit 2022/2023	Nb mutés en moins 2023/2024	Amende
FC MORGENDOIS	1	1	NON	2	
TORVILLIERS AC	2	2	NON	4	
PORTUGAIS de NOGENT	2	3	OUI	6	
FC ESSOYES	1	1	NON	2	
FC TERTRES	1	1	NON	2	

Championnat Départemental 2 : Nb arbitres imposés : **2 (1 Auxiliaire Maximum)**

CLUB	Nb Arbitres manquants	Nb années d'infraction	Accès interdit 2022/2023	Nb mutés en moins 2023/2024	Amende
CHESTERFIELD	2	5	Oui	6	
CRENEY FC	1	2	Non	4	
AS DROUPT ST BASLE	1	2	Non	4	
ERVY FC	1	2	Non	4	
FRESNOY/CLEREY ASC	2	1	Non	2	
MARIGNY/ST MARTIN	2	2	Non	4	
ORIGNY US	1	4	Oui	6	
PAYS D'ORIENT	2	2	Non	4	
PORTUGAIS DES CHARTREUX	1	2	Non	4	
RICEYS SPORT	1	2	Non	4	
ST GERMAIN	2	3	OUI	6	
SAINT AUBINOISE	2	2	Non	4	
AGT	1	1	NON	2	

Championnat Départemental 3 : Nb arbitres imposés : **1**

CLUB	Nb Arbitres manquants	Nb années d'infraction	Accès interdit 2022/2023	Nb mutés en Moins 2023/2024	Amende
CHAOURCE	1	7	NON	0	
FOOT2000	1	2	NON	0	
O. CHAPELAIN	1	2	NON	0	
USC NOGENTAISE	1	2	NON	0	
ENTRAIDE SPORTIVE AUBOISE	1	2	NON	0	
SAINTE SAVINE	1	1	NON	0	
SPORTING FC	1	1	NON	0	

Procédure d'appel

Les présentes décisions de la Commission Départementale du Statut de l'Arbitrage sont susceptibles d'appel devant la commission départementale d'appel par courrier recommandé sur papier à l'entête du club ou courrier électronique impérativement envoyé à partir de l'adresse électronique officielle du club adressé, **au District Aube de Football 3 rue Marie CURIE 10000 TROYES** ou direction@district-aube.fff.fr dans un délai de 7 jours à compter du lendemain du jour de la date de publication en ligne sur le site du District Aube de Football, selon les dispositions de l'article 190 des Règlements Généraux de la FFF.

La prochaine réunion est fixée en mars 2023 à 18 h 15.

Le Président de séance
Rachid CHANDOURI

Le Secrétaire de séance
Cédric BOUGE